CAPN des Conservateurs des bibliothèques
24 novembre 2016

Motion présentée par le SNASUB-FSU
Ouvrir toujours plus avec toujours moins : c'est ***toujours*** NON !

Le plan "Bibliothèques ouvertes" et son label "NoctamBU +" a été mis ou est en train de se mettre en place avec des financements non pérennes et dans des conditions souvent déplorables.

Nous pensons toujours que les bibliothèques ne peuvent fonctionner qu'avec des professionnels

Or comme nous le prévoyions, le plan ne finance que partiellement de l'emploi précaire étudiant et des frais de gardiennage, voire du matériel. À l'évidence, nous devons rappeler une fois encore au ministère qu'un véritable service de qualité nécessite du personnel qualifié !

Une bibliothèque, ce n'est pas seulement une salle avec des tables, des chaises et du chauffage, c'est un ensemble de services scientifiques et culturels. Travailler en bibliothèque, ce n'est pas un job précaire à temps partiel, c'est un métier qui s'apprend, avec des diplômes professionnels, des concours nationaux et une formation continue tout au long de la carrière.

Les gouvernements successifs ne peuvent donc pas éternellement précariser nos missions et remplacer des professionnels de l'information scientifique et de la culture par des étudiants voire des vigiles.

Les bibliothèques doivent fonctionner avec des personnels titulaires !

L'appel renforcé à l'emploi étudiant s'inscrit dans une politique plus globale de précarisation de l'emploi. La situation de l'emploi n'a cessé de se dégrader dans la fonction publique d'État en général, et dans l'Enseignement supérieur et la Recherche en particulier.

Malgré la loi Sauvadet, le recours systématique aux agents non titulaires sur des emplois pérennes s'est poursuivi et se substitue toujours à la règle de l'emploi public statutaire. Le nombre d'agents non titulaires perdure à plus de 30 % de l'effectif global. Il est inacceptable d'envisager un développement des services publics reposant uniquement sur du personnel précaire.

Les bibliothèques fonctionneront mieux avec des moyens suffisants !

Le plan proposait un financement pour une durée de 4 ans seulement, dégressif dès 2018, qui ne couvre au mieux que 75% des coûts. Le reste est donc à la charge des universités, qui connaissent pourtant de grandes difficultés financières. Dans les BU, les budgets sont globalement en baisse ; l'offre documentaire se réduit, accompagnée d'une augmentation du coût des ressources électroniques qui grève considérablement le budget des établissements, sans que l'offre de services ne s'améliore : combien de BU sans réseau correct, sans un nombre suffisant de prises électriques, de places de travail, de personnel ? La France affiche un taux de surface de bibliothèque par étudiant très bas, certaines bibliothèques peinent à accueillir les étudiants dans des conditions matérielles satisfaisantes.

Améliorer la qualité du service public, ce n’est pas un projet à durée limitée !

Parallèlement à ces baisses de crédits récurrentes, on assiste à une augmentation constante des financements par le biais d'appels à projets, ce plan en est une nouvelle expression.

Ce type de financement, qui peut convenir à des projets limités dans le temps et dans leur portée, n'est absolument pas adapté à l'objectif fixé par le ministère d'augmenter, de manière permanente, les horaires d'ouverture des BU. Il s'agit là d'une mission pérenne qui doit s'appuyer sur des financements stables et durables dans le temps.

Enfin, le plan "bibliothèques ouvertes" ne tient aucun compte de la pénibilité du travail en horaire décalé, le soir et le week-end, et de son impact sur la santé des agents au travail, sur leur vie sociale et familiale alors que depuis 2013, le gouvernement prétend développer la qualité de vie au travail (QVT) dans la Fonction publique…

Pour toutes ces raisons, ouvrir toujours plus avec toujours moins, c’est toujours NON !